

N° 4553¹

CHAMBRE DES DEPUTES

2^e Session extraordinaire 1999**PROJET DE LOI**

**portant transposition de la directive 97/9/CE relative
aux systèmes d'indemnisation des investisseurs dans la loi modifiée
du 5 avril 1993 relative au secteur financier**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(12.7.1999)

Par sa lettre du 5 mars 1999, Monsieur le Ministre du Budget a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de loi sous rubrique.

L'objet du présent projet de loi est la transposition en droit luxembourgeois de la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs. Le texte, très complexe dans le détail technique, reprend dans une très large mesure telles quelles les différentes dispositions de la directive, mais il s'inspire également de la loi du 11 juin 1997 relative aux systèmes de garantie des dépôts.

La directive 97/9/CE définit les obligations minimales à respecter par les établissements de crédit et autres personnes physiques et morales exécutant des virements transfrontaliers. La transposition de la directive 97/9/CE précitée se fait essentiellement par insertion d'une nouvelle partie IVter dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, immédiatement après la partie IVbis traitant des systèmes de garantie des dépôts auprès des établissements de crédit.

La Chambre de Commerce demande la publication d'un texte coordonné de cette loi importante qu'est la loi modifiée du 5 avril 1993 toutes les fois qu'il y a adoption d'une nouvelle loi modificative, afin d'éviter ou du moins réduire autant que possible le risque d'erreurs matérielles résultant de références à des articles abrogés ou modifiés par une loi antérieure.

Le projet de loi ne comprend qu'un article unique insérant une nouvelle partie IVter intitulée „Les systèmes d'indemnisation des investisseurs auprès des établissements de crédit et des entreprises d'investissement“ dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les articles nouveaux sont numérotés 62-11 à 62-20. Par ailleurs, deux articles nouveaux 10-2 et 22-1 sont également insérés dans ladite loi.

En premier lieu, la Chambre de Commerce voudrait faire remarquer que la complexité technique qu'affiche la directive ayant mené au présent projet de loi résulte de la volonté politique initiale, faussée au cours de l'élaboration de la directive par toutes sortes de compromis et de concessions. Cette complexité engendre un coût sans commune mesure avec la réelle valeur ajoutée par le texte. S'y ajoute l'impression que les praticiens sont souvent délaissés face à cette complexité technique par les auteurs des textes communautaires en ce qui concerne la mise en application pratique des textes.

Par ailleurs, la directive 97/9/CE pêche surtout par l'amalgame qu'elle fait en protégeant tant les déposants de valeurs mobilières que les opérateurs en SWAPs, futures, CAPs et autres instruments financiers qui correspondent à des régimes juridiques et à un profil de clients très différents. Néanmoins, la Chambre de Commerce est consciente du fait qu'il n'appartient plus au législateur luxembourgeois de redresser ces problèmes. La Chambre de Commerce accueille à cet égard l'initiative des auteurs du projet de loi d'avoir décrit dans l'exposé des motifs la variété de situations qui risquent de se poser en pratique. Par ailleurs, la Chambre de Commerce voudrait féliciter les auteurs du projet de loi sous analyse du choix qu'ils ont fait d'aligner le texte sur celui régissant la garantie des dépôts, ce qui est au moins une tentative de simplifier les choses là où c'est possible.

Le projet de loi impose aux banques et aux autres entreprises d'investissement de participer à un système de protection pour les détenteurs de valeurs mobilières et de certains autres instruments financiers définis dans la directive 93/22/CE dite „services d'investissements“. Le système est très semblable aux systèmes de garantie des dépôts et son niveau de protection (15.000 et 20.000), ainsi que les conditions d'application sont largement identiques.

Le projet de loi laisse aux futurs systèmes de protection luxembourgeois une grande flexibilité quant à certaines options stratégiques à prendre: ainsi peut-on imaginer qu'il y ait un ou plusieurs systèmes de protection. Il pourrait aussi en exister un pour les entreprises d'investissement et un pour les banques, ce dernier rassemblant la garantie des dépôts et la protection des investisseurs. Enfin, la fusion de tous les systèmes luxembourgeois est une possibilité. C'est ainsi qu'en présence des nombreux parallélismes entre ces deux types de systèmes, la Chambre de Commerce ne peut qu'approuver le choix des auteurs du projet de laisser la possibilité d'instaurer un système de protection unique qui répond à la fois aux exigences de la loi relative aux systèmes de garantie des dépôts et aux prescriptions du présent projet de loi. Les établissements de crédit ne seront pas obligés d'adhérer à deux systèmes distincts. La Chambre de Commerce rappelle à cet égard que l'Association pour la Garantie des Dépôts (AGDL) a d'ailleurs déjà exprimé sa volonté politique en faveur d'un seul grand système de protection des déposants et des investisseurs, les répercussions techniques de ce choix, ainsi que les détails de sa mise en pratique restant à étudier.

Dans ce même ordre d'idées, il faut saluer le fait que le projet de loi précise que toute créance sur un établissement de crédit qui pourrait relever à la fois du système de garantie des dépôts et du système d'indemnisation des investisseurs doit nécessairement être imputée au système de garantie des dépôts. Ainsi, comme la directive le prévoit, aucune créance ne fera l'objet d'une double indemnisation en vertu des deux systèmes.

La définition des dépôts couverts par la loi du 11 juin 1997, lue ensemble avec la définition des créances visées par le projet de loi sous avis permet donc de distinguer plusieurs cas. Aux dépôts classiques en argent couverts par la directive „garantie des dépôts“, on assimile les fonds détenus pour le compte des clients et qui sont destinés à une opération d'investissement ou qui en résultent. Ces dépôts sont aujourd'hui déjà assurés par l'actuelle AGDL. Dorénavant, ce système de garantie des dépôts devra en plus englober les créances en argent résultant d'opérations d'investissement sur des produits dérivés, c'est-à-dire les instruments énumérés aux points 3, 4 et 5 de l'annexe II, section B de la loi modifiée du 5 avril 1993. Les titres assimilables à des valeurs mobilières seront couverts par le système d'indemnisation des investisseurs.

D'une manière générale, la Chambre de Commerce approuve que les auteurs aient donné à l'exposé des motifs et aux commentaires des articles les précisions utiles. Il reste que la mise en application pratique sera complexe. En effet, l'instauration du nouveau système exigera de la part des professionnels concernés un travail d'organisation long et fastidieux. Tout en étant consciente des contraintes européennes en la matière, la Chambre de Commerce demande dès lors comme unique modification de tenir compte dans les délais d'application de la loi que les professionnels ne pourront pas adhérer à un système avant l'an 2000.

Le projet de loi est accompagné d'un commentaire des articles exhaustif, de sorte que la Chambre de Commerce ne reviendra pas à un commentaire article par article.

*

Sous réserve de la prise en compte des remarques formulées dans le cadre du présent avis, la Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, peut approuver le projet de loi sous rubrique.